

L'intersyndicale maintient son appel à la grève le 10 novembre

4-5 minutes

L'annonce par JM Blanquer, le 6 novembre, de la mise en place d'un enseignement hybride dans les seuls lycées, ne satisfait pas l'intersyndicale (FSU, FNEC-FP-FO, CGT Educ'action, SNALC, SUD Education et SNCL-FAEN) qui maintient son appel à la grève le 10 novembre. Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes Fsu, le syndicat qui est à l'origine de l'appel, s'en explique.



Le préavis de grève envoyé à JM Blanquer le 3 novembre met en avant deux éléments. "La situation sanitaire liée à la propagation de la pandémie de la COVID-19 nécessite une protection totale et complète de la santé des agent-es public-ques... Or nous ne pouvons que constater et regretter que ce ne soit pas toujours le cas", dit l'intersyndicale. Elle estime aussi que "la situation actuelle nécessite la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges, lycées. C'est pourquoi nous vous demandons de procéder dès à présent au recrutement de ces personnels, en particulier en ayant recours aux listes complémentaires des concours".

Depuis les annonces de JM Blanquer apportent une réponse partielle au premier point, celui sur la sécurité sanitaire, dans les lycées. Ceux ci vont pouvoir diminuer le nombre d'élèves en présentiel, diminuant ainsi les risques de transmission.

"Les scientifiques disent que les jeunes à partir de 11 ans sont aussi contaminants que les adultes, nous dit Frédérique Rolet. "Il y a de gros collèges de 600 à 800 élèves où le brassage est important par exemple à la cantine". Pour elle, "il faut aller plus loin car les annonces du ministre ne concernent pas les collèges".

Les classes des collèges sont un peu moins chargées que celles

des lycées (26 élèves ne moyenne contre 30) mais les risques de contamination y sont aussi grands. On retrouve par exemple le problème de la cantine où les élèves sont entassés sans masque et un nettoyage souvent insuffisant (rarement entre deux consommateurs). Le passage des lycées à 50% en présentiel apporte souvent une réponse à cette question. De nombreux établissements ont choisi un roulement par demi journée. Il permet au groupe présent le matin et à celui convoqué pour l'après midi d'avoir moins d'élèves qui déjeunes à la cantine. Et le personnel libéré peut être utilisé pour améliorer le nettoyage.

Mais JM Blanquer n'a pas apporté de réponse à l'autre question. F Rolet souligne la nécessité de recruter. "On a demandé le recrutement d'agents territoriaux car il faut renforcer la désinfection mais il n'y a pas plus d'agents dans les établissements". Globalement pour elle "les revendications de recrutement de personnels restent sans réponses". Notamment le ministère n'a pas exploité les listes complémentaires alors qu'il y a pénurie d'enseignants.

JM Blanquer a aussi annoncé la suppression des épreuves communes (E3C), un geste présenté comme un acte d'apaisement. "On a un comité de suivi du bac qui fonctionne bien mais ses préconisations ne sont pas suivies", remarque t-elle. "On est en train de glisser vers un ac local avec cette suppression avec les travers que cela comporte".

"De nombreux collègues disent que les élèves et les professeurs sont inquiets à propos des programmes. Si on ne regarde pas très vite leur aménagement on va mettre tout le monde en situation difficile du fait des réductions d'horaires avec le passage à moitié en présentiel. Le ministre a toujours un temps de retard et à la fin on bricole des mesures".

Si l'exaspération est toujours là devant les réorganisations de dernière minute, l'hommage diminué à S Paty et les dangers liés à un protocole qui néglige la protection, sera t-elle assez forte pour mobiliser de nombreux enseignants mardi ?

F Jarraud